



COMMUNIQUE DE LA CGT FINANCES PUBLIQUES PARIS

Paris, le 20 février 2026

Madame la Directrice générale de Finances publiques,
Monsieur le Directeur régional intérimaire des Finances publiques d'Ile-de-France et de Paris,

Le Directeur régional des Finances publiques d'Ile-de-France et de Paris vient d'être démis de ses fonctions.

La CGT Finances publiques Paris ne commentera évidemment pas les raisons supposées qui ont amené à l'éviction de Monsieur BIED-CHARRETON. Elle s'étonne en revanche de la nomination d'un directeur intérimaire qui va en même temps conserver son poste dans les Hauts-de-France. Ces deux régions n'ont-elles pas assez d'enjeux à vos yeux pour mériter un directeur à temps complet ? Fallait-il aller chercher si loin alors que précédemment l'intérim se faisait en interne à la DRFIP Paris ?

Mais ce communiqué a surtout pour objet de vous alerter sur la situation explosive de la Direction régionale des Finances publiques d'Ile-de-France et de Paris.

En effet, au moment où le directeur tombe pour manquement à la déontologie, la pression ne cesse de s'intensifier sur nos collègues. Dans tous les services elles-ils sont sans cesse prèssurisés à l'aune des indicateurs statistiques et les menaces de sanctions disciplinaires, voire les commissions de disciplines se multiplient.

Et la goutte d'eau actuelle est la mise en place des cellules téléphoniques dans les SIE (remettant en cause les horaires variables, les congés et les protocoles télé-travail) pour assurer le service après-vente d'entreprises privées dans le cadre de la facturation électronique alors que le mois dernier notre ex-directeur annonçait "qu'aucune nouvelle charge de travail ne serait ajoutée aux SIE sans créations d'emplois". Sans oublier l'impact que cette mise en place aura sur d'autres missions (le contrôle fiscal par exemple) et d'autres services (SIP par exemple).

Si quelqu'un doit aujourd'hui être appelée "à la responsabilité", c'est bien la direction, qu'elle soit locale ou générale.

La CGT Finances publiques Paris vous demande donc solennellement de renoncer à la mise en place des cellules téléphoniques dans les SIE, à la destruction des PCE et d'abandonner totalement le "plan d'action stratégique pluriannuel" de notre ancien directeur.